

Bulletin d'histoire politique

L'Exposition universelles de Montréal (1967) : les retombées politiques de l'Alliance sulfureuse entre Daniel Johnson et Charles de Gaulle

Pierre Godin

B
H
P

Volume 17, Number 1, Fall 2008

L'Expo 67, 40 ans plus tard

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1056053ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1056053ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Godin, P. (2008). L'Exposition universelles de Montréal (1967) : les retombées politiques de l'Alliance sulfureuse entre Daniel Johnson et Charles de Gaulle. *Bulletin d'histoire politique*, 17(1), 147–154. <https://doi.org/10.7202/1056053ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2008

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

L'Exposition universelle de Montréal (1967) : les retombées politiques de l'alliance sulfureuse entre Daniel Johnson et Charles de Gaulle

PIERRE GODIN
Journaliste et biographe

Je ne sais trop qui a dit qu'en politique, les plus beaux plans se heurtent toujours à l'imprévisible, qui est la donnée la plus constante et la plus prévisible. Surtout si vous avez affaire à Charles de Gaulle ! En septembre 1966, en l'invitant à venir ici à l'occasion de l'Exposition universelle, le premier ministre du Québec Daniel Johnson, n'entend pas offrir à l'imprévisible général une tribune pour faire la promotion de l'indépendance du Québec. Ce n'est pas que le mot indépendance lui fasse peur. Après tout, il est le premier chef d'un parti politique traditionnel crédible, l'Union nationale, parti susceptible de prendre le pouvoir, à s'être approprié le mot dans son célèbre binôme « égalité ou indépendance ».

Mais disons que ses objectifs sont plus modestes. Ce qui n'enlève rien à leur importance. Deux de ceux-ci nous éclairent plus spécialement sur le sens qu'il donne à la visite du président de la France. En mai 1967, deux mois avant que l'encombrant général ne débarque du Colbert amarré à l'Anse-aux-Foulons, Daniel Johnson donne le ton alors qu'il est en visite officielle à Paris : « Je souhaite, dit-il, que ma visite contribue à nous débarrasser de ce sentiment de claustrophobie dont nous souffrons au Québec ». À la veille de l'arrivée du général, il indique à la presse ce qu'il attend de cette visite : « Permettre aux Canadiens français de se découvrir et au reste du Canada de se réveiller à la réalité française ». Johnson ajoute : « Ce qui me réjouit, c'est que nos gens vont se rendre compte qu'il est possible de vivre en français au Canada. Je voudrais que le général fasse sentir aux Québécois le sens de la culture française ».

Un premier objectif de nature culturelle, donc. Ses compatriotes ont besoin d'un coup de pouce non seulement pour retrouver leur francophonie,

mais pour affirmer à l'extérieur une personnalité qui leur soit propre. En montant un spectacle à grand déploiement sur le Chemin du Roy avec le président de la France comme figurant principal, Daniel Johnson veut d'abord s'attaquer à la crise identitaire dont ses compatriotes lui paraissent souffrir. Mais s'il compte dérouiller les racines françaises de ses compatriotes, il entend aussi brasser le Canada anglais. En fait, c'est un programme de libération des attitudes et des mentalités qu'il prépare avec de Gaulle, qui livrera la marchandise avec un zèle sans pareil, comme nous le savons tous.

Si ses compatriotes francophones ont besoin d'un électrochoc, c'est parce que retenus depuis si longtemps derrière leur muraille de Chine anglophone, ils en sont venus à croire que le meilleur des mondes n'est qu'anglais. Il faut leur faire découvrir que la modernité parle aussi français et qu'il se trouve ailleurs qu'en Amérique des gens riches, évolués et modernes qui parlent la même langue qu'eux, un bloc important de millions de parlants français dont ils auraient intérêt à se rapprocher. La francophonie internationale, c'est pour Johnson l'outil par excellence pour sortir les francophones de leur isolement nord-américain, c'est l'oxygène qu'il leur faut pour éviter la noyade.

Son deuxième objectif est plus politique que culturel. À l'automne de 1966, son obsession, si l'on peut dire, consiste à persuader de Gaulle de franchir l'Atlantique pour livrer le message suivant à Ottawa, au Canada anglais, et au monde vu la puissance de son haut-parleur : « Il y a ici des Canadiens français. Vous allez les respecter. Et ce respect commence par l'égalité politique ». Il s'agit de secouer les mentalités et en même temps, de contrer la politique séculaire d'Ottawa qui masque le caractère français du Québec. Combien de chefs d'État et de diplomates étrangers visitant l'Expo ne diront-ils pas au premier ministre du Québec : « Nous nous excusons de n'avoir rien préparé en français. Nous ne savions pas qu'on parlait français ici. L'ambassadeur du Canada ne nous l'avait pas dit ».

De plus, face à Pierre Trudeau, nouvel homme fort d'Ottawa, Johnson a besoin d'un allié puissant susceptible de l'aider à faire avancer ses thèses constitutionnelles. Trudeau, qui parle déjà comme s'il était premier ministre, n'a fait qu'une bouchée d'égalité ou indépendance. Et aussi des thèses de Johnson sur la différence québécoise, en se posant en faucon d'un fédéralisme pur et dur qui a fini de faire l'effeuilleuse devant les exigences de Québec, selon la formule savoureuse de Jacques Parizeau. Le premier ministre québécois a besoin d'une caution formidable, d'une force politique dont sa fragile victoire de juin 1966 l'a privée. Il dit et redit à ses proches : « Cela prend des alliés dans une guerre. Le Québec ne peut se battre seul ». André Patry, son conseiller spécial en relations internationales, lui souffle également que l'époque interdit l'isolement aux petites nations. Et ma foi, se persuade-t-on

à Québec, pour se mesurer à Pierre Trudeau et aux provinces anglaises, est-il possible de trouver un épouvantail politique plus efficace que ce de Gaulle autrefois adulé des pays anglophones, mais dont chaque parole est maintenant perçue comme une gifle depuis qu'il a retiré la France de l'OTAN, invité les troupes canadiennes stationnées en France à déguerpir, opposé son veto à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, fait la morale aux Américains empêtrés dans le guépier vietnamien et affirmé enfin ses folles prétentions à l'indépendance nucléaire de son pays...

Mais le président français hésite à venir. « Il nous faut votre aide, mon général, seul, je ne peux rien contre Ottawa », lui fait savoir le premier ministre québécois. Les Français canadiens, comme dit de Gaulle, sont-ils prêts à entendre ce qu'il a à leur dire? Des petites phrases comme celle-ci qui lui trottent dans la tête, et qu'il laissera tomber, dès ses premiers mots à Québec : « On assiste ici, comme dans maintes régions du monde, à l'avènement d'un peuple qui veut disposer de lui-même et prendre en mains ses destinées... Qui donc pourrait s'étonner ou s'alarmer d'un tel mouvement aussi conforme à l'esprit de notre temps ».

De Gaulle finit par dire oui, une fois résolue la question de son arrivée au Québec. Venant en bateau, il n'aura pas à passer d'abord par Ottawa, cette capitale d'un État perpétuellement mal à l'aise, ambigu et artificiel, comme il l'écrit dans ses *Mémoires*, d'un pays à la remorque de Washington qui lui a refusé l'uranium consenti à d'autres, préféré le DC-19 américain à la Super-Caravelle française, et invité directement la reine d'Angleterre à venir commémorer sur le sol français la bataille de Vimy en négligeant de l'en aviser. « Je suis prêt à vous donner un coup de main qui vous servira pour l'avenir », finit-il par laisser entendre au premier ministre du Québec. En acceptant de venir, de Gaulle répond aux impératifs d'une grille d'intérêts qui lui est propre, mais aussi aux appels pressants d'un premier ministre bizarrement nommé, qui sollicite son concours au nom du peuple d'une lointaine province française oubliée, qu'une France négligente et de courte de vue a laissé filer quelque part dans le temps. Lui, Charles de Gaulle, incarnation de la France immortelle, réparera cette gaffe avec « l'ami Johnson », représentant on ne peut plus normand, malgré ses origines irlandaises, des Français du Canada, tout en se payant une pinte de bon sang aux dépens de l'hégémonie anglo-américaine détestée.

Mais Daniel Johnson était loin de s'imaginer cependant que son encombrant invité irait jusqu'à cautionner l'indépendance. Ce qui le place dans une situation difficile. Dès l'étape de Trois-Rivières, ses proches notent son air soucieux. Le général s'enflamme. Johnson laisse tomber : « Si ça continue comme ça, à Montréal, on sera séparé ». Comme de fait, l'oracle gaullien du

balcon de l'hôtel de ville de Montréal, « Vive le Québec libre », la plus petite des grandes phrases, comme s'extasieront les indépendantistes, l'ébranle fortement. Ses conseillers notent qu'il paraît dépassé par les événements. Au cours de sa dernière conférence de presse avant sa mort, Johnson avouera que le général ne lui avait pas demandé son avis sur la teneur de ses discours. Son allié le plonge brutalement dans un bain d'eau froide. Mais ce ne sont pas tant ni l'indignation d'Ottawa ni l'hystérie de la presse anglo-canadienne qui l'inquiètent. Il redoute avant tout les conséquences économiques car la province est aux prises avec de sérieuses difficultés financières.

Il n'était pas prévu non plus que l'Exposition universelle de Montréal serve de catalyseur aux deux principales options politiques, fédéralisme versus indépendantisme, qui se disputent la tête et le cœur des Québécois des années 1960. En effet, l'esclandre de Montréal, en plus de révéler la question du Québec à la face du monde, comme de Gaulle s'en félicitera, déclenche ici un effet domino qui, tout en éclairant les enjeux et clarifiant le paysage politique, forcera chacun à choisir rapidement son camp. Comme René Lévesque et Robert Bourassa. L'accélération de l'histoire bouscule l'agenda politique du premier. Le 18 septembre 1967, deux mois après le passage du sulfureux général, Lévesque dévoile devant les militants de son comté de Laurier son credo de la souveraineté-association auquel il réfléchissait avec Robert Bourassa et d'autres, depuis la défaite des libéraux aux élections de juin 1966. De son côté, ambitionnant la direction du Parti libéral, Robert Bourassa lâche l'ami René dès que celui-ci prononce le mot souveraineté, une utopie irréalisable à ses yeux. Il choisit lui aussi son drapeau. Ce sera le fédéralisme rentable.

Le 7 septembre, Daniel Johnson subit les premiers dommages collatéraux, si l'on peut dire. Secoué par les retombées politiques de l'été gaullien assaisonnées de rumeurs d'exode de capitaux, il subit une grave crise cardiaque. Mauvais « *timing* » pour tomber malade car dans trois jours, il doit s'entretenir avec Alain Peyrefitte d'un nouveau protocole d'entente franco-québécois, qui institue un mécanisme de consultation périodique et permanente entre Paris et Québec. Le ministre français de l'Éducation arrive de Pologne, où se trouve de Gaulle, porteur d'un message personnel du président de la France. La lettre de Cracovie renouvelle l'appui de celui-ci à « la grande opération nationale de l'avènement du Québec », selon ses propres mots. De Gaulle ajoute : « On ne peut plus guère douter que l'évolution va conduire à un Québec disposant de lui-même à tous égards. Pour notre communauté française, c'est donc, ne le pensez-vous pas?, le moment d'accentuer ce qui est déjà entrepris. Il faut des solutions. . . »

Le feu sacré qui anime le général commence à dérégler non seulement l'horloge biologique de Johnson, mais sa stratégie faite de petits pas. Le

général brûle les étapes. Le premier ministre québécois est prêt à aller très loin pour obtenir l'égalité, mais en évitant l'éclatement du pays. Il dit souvent à ses proches : « On peut compter sur moi pour donner tous les coups de pied au cul à Ottawa, mais pas le dernier ». Il bat en retraite. Il confie à son conseiller André Patry le soin de rédiger sa réponse qui constitue une mise en garde contre tout geste prématuré : « Monsieur le président, il faut que je sois réaliste. Nous avons des problèmes économiques très graves et mon premier devoir, c'est celui de la responsabilité ».

En effet, la santé financière de la province n'est guère meilleure que celle du premier ministre. Au moment où il tente de tempérer l'ardeur du général, Johnson se fait bousculer par les prêteurs et les banquiers effrayés par les retombées économiques négatives du rapprochement franco-québécois. Les prêteurs américains exigent des taux d'intérêt supérieurs d'un demi point à ceux de l'Ontario. L'argent a peur du Québec, prévient Charles Neapole, président de la Bourse de Montréal. « La fuite des capitaux est commencée, dit-il à la presse. Les détenteurs de valeurs du Québec ont peur de l'instabilité politique ». De son côté, l'ex-ministre libéral Éric Kierans, qui faisait équipe avec René Lévesque dans le gouvernement libéral de Jean Lesage, en rajoute : « Monsieur Johnson doit prendre position car les investisseurs attendent qu'il se décide quant à la séparation du Québec ». Un climat de chantage économique savamment entretenu par les financiers et les libéraux. Car à la toute nouvelle Caisse de dépôts, Jacques Parizeau, qui conseille le premier ministre, ne note en effet aucun mouvement inquiétant sur les titres du gouvernement du Québec, qui devraient être les premiers touchés par le spectre d'une fuite des capitaux.

Réfugié à Hawaï pour soigner son cœur malade, Daniel Johnson flanche sous les pressions de la rue Saint-Jacques francophone accourue à son chevet. Présents sur place, Marcel Faribault, président du Trust général du Canada et Paul Desmarais, qui dirige Power Corporation, le convainquent d'effectuer un recul stratégique pour rétablir la confiance des milieux d'affaires anglo-américains envers le Québec. Malade et cerné de toutes parts, Johnson se résigne à lancer la phrase qui fera la machette du quotidien *La Presse* du 4 octobre 1967, qu'en passant, Paul Desmarais vient tout juste d'acquérir : « L'Union nationale n'a pas reçu le mandat de construire une muraille de Chine autour du Québec ». Le premier ministre complète sa Bérézina en faisant entrer dans son cabinet le financier Marcel Faribault, considéré comme un fédéraliste orthodoxe.

Puis, le 9 novembre, rétabli de son attaque cardiaque, Johnson se rend en pèlerinage chez les banquiers de Manhattan pour les rassurer sur sa « politique française » qui, assure-t-il, ne vise pas à faire du Québec une terre hostile

aux Américains. Une semaine plus tard, le voilà à Toronto où il tend la main au premier ministre ontarien, John Robarts, qui a eu l'idée de convoquer chez lui tous les premiers ministres du Canada, sauf celui d'Ottawa, pour parler constitution. À Toronto, Johnson revendique toujours l'égalité mais néglige le second terme de son binôme. Il met plutôt l'accent sur le fédéralisme renouvelé, une nouvelle constitution, un nouveau partage des pouvoirs, un nouveau pacte entre deux nations égales. Il insiste sur le Canada de demain. « Nous sommes tous Canadiens », susurre-t-il à ses collègues des autres provinces un peu incrédules. Est-ce bien le même Johnson qui réclamait il n'y a pas un an, à la conférence d'Ottawa de septembre 1966, 100 % des impôts ou l'indépendance ? Toute cette subtile diplomatie de l'ambivalence manque d'avorter au beau milieu de la conférence de Toronto. À Paris, le Jupiter gaullien propose sa solution personnelle au problème canadien. De Gaulle préconise rien de moins que « l'avènement du Québec au rang d'un État souverain ». « Encore lui », explose Marcel Faribault qui exige du premier ministre qu'il le remette à sa place. Johnson se tait mais charge le délégué général du Québec à Paris, Jean Chapdelaine, de faire part de ses réserves auprès de l'Élysée par la voie diplomatique habituelle.

La vague qui déferle au même moment sur le Québec – les États généraux répudient le fédéralisme et René Lévesque crée le Mouvement Souveraineté-association, embryon du futur Parti québécois – va dans le sens de la sécession, et non de ce « fédéralisme renouvelé » réclamé maintenant par Johnson. De retour à Québec, celui-ci nuance tout de même sa position pour apaiser son aile nationaliste : « J'ai pris un pari sur le Canada nouveau, mais nous n'attendrons pas dix ans ! »

Les canaux sont-ils définitivement brouillés entre lui et de Gaulle ? Pas encore. Même si le général s'inquiète de la détermination de son ami Johnson. Il confie à son nouveau consul à Québec, Pierre de Menthon : « C'est un politicien et non un homme d'État. Il manque du culot qu'il faudrait ! ». Il n'empêche. Si Johnson se montre souple à Toronto, c'est qu'il prépare avec la complicité de Paris un affrontement majeur avec Ottawa au sujet du rôle international du Québec. En février 1968, se tiendra à Libreville, au Gabon, une conférence internationale orchestrée par la France, et consacrée à l'éducation, ce qui est l'affaire des provinces. Pas d'Ottawa. Où est donc le ministre fédéral de l'Éducation ? S'appuyant sur la doctrine Gérin-Lajoie sur le prolongement externe des compétences provinciales, Daniel Johnson fait savoir à Paris que Québec ira à Libreville si on l'invite directement sans passer par Ottawa. Il refuse également la proposition du premier ministre Pearson de s'intégrer au sein d'une délégation canadienne. « Tant que Québec aura un mot à dire dans la conduite de ses affaires, dit-il, il ne prendra pas place

à la deuxième rangée avec le Nouveau-Brunswick ». Toute l'ambivalence du personnage se retrouve dans ces feintes successives. Conciliant sur le front domestique, Daniel Johnson retrouve à l'extérieur une fermeté qui rassure de Gaulle. C'est Québec qui ira à Libreville, pas Ottawa.

Dans la capitale fédérale, quand on apprend que le représentant du Québec, le ministre de l'Éducation Jean-Guy Cardinal, sera traité comme un chef d'État souverain, avec le beau drapeau fleurdelisé qui flottera dans le vent moite de l'équateur !, c'est le branle-bas de combat. Ottawa suspend ses relations diplomatiques avec le Gabon. Et Pierre Trudeau menace Paris du même châtement. Une fois premier ministre, celui-ci se gardera bien de rompre les relations avec Paris. Il fournirait ainsi au remuant président de la France le prétexte rêvé pour donner à « l'ami Johnson » la petite poussée dont il a visiblement besoin pour franchir le Rubicon. N'ayant plus de relations diplomatiques avec le Canada, rien ne l'empêcherait dès lors de reconnaître le Québec comme État souverain.

En incluant la deuxième partie de la conférence de Libreville, qui se tient à Paris, en avril, où le Québec, en l'absence d'Ottawa toujours, siègera encore une fois comme s'il formait un pays, ce sera là la seule conférence internationale où Québec aura droit au tapis rouge réservé aux États souverains. Aussitôt Pierre Trudeau en selle, il s'appliquera méthodiquement à empêcher Québec de parler en son nom propre dans les forums internationaux. Désormais, comme il le proclamera, pour les relations avec l'étranger, il n'y aura plus qu'une seule adresse : Ottawa, Canada !

Est-ce là pour Daniel Johnson un dernier baroud d'honneur ? Son angoisse de grand cardiaque, que la mort guette, accroît son indécision. Il se met à douter de tout et à temporiser. Durant le bras de fer avec Ottawa au sujet du Gabon, ses conseillers devaient parfois lui remonter le moral quand, par exemple, le secrétaire d'État canadien Paul Martin lui a lancé pour l'intimider : « Vous êtes en train de détruire le Canada, monsieur Johnson ! »

What does Johnson want ? Il n'arrive plus trop à arrêter ses choix. Comme s'il était pris au piège de son imprudent slogan « égalité ou indépendance ». À la conférence constitutionnelle de février 1968, à Ottawa, qui se tient parallèlement au scénario de Libreville, il met l'accent comme à Toronto sur le fédéralisme renouvelé. Il ne veut pas briser le pays, assure-t-il, il veut le rebâtir. C'est Pierre Trudeau qui lui donne la réplique. Le nouveau matamore fédéral répudie ses thèses sur la différence québécoise et le Canada à deux, ravalées à du séparatisme. Il n'y a qu'un seul Canada, dit-il. Le Québec est une province comme les autres, qu'il cesse donc de quémander des privilèges ! Ce que veulent les Canadiens français, c'est l'égalité linguistique partout au pays. Il suffira pour la réaliser de rendre le Canada bilingue et d'inclure dans

la constitution une déclaration des droits fondamentaux. Voilà la nouvelle vulgate prévalant à Ottawa.

EN GUISE DE CONCLUSION

Cette conférence d'Ottawa marque un tournant non seulement pour Pierre Trudeau, consacré séance tenante grand champion de l'unité canadienne, mais pour Daniel Johnson aussi. Dans les mois qui suivent, la montée de la trudeumanie va le traumatiser au point de lui faire perdre ses moyens, et de hâter sa mort, peut-être. On ne saura jamais comment Daniel Johnson se serait comporté devant Pierre Trudeau. Aurait-il reculé sur toute la ligne ? Ou au contraire, aurait-il relevé le défi comme le fera René Lévesque à sa place, quelques années plus tard ? Il y a ceux qui disent que tel un général, Johnson s'était arrêté devant la muraille Trudeau. Qu'il l'étudiait en vue de trouver l'arme pour la percer. Des questions qui resteront sans réponse car sa mort prématurée, à la fin du mois de septembre 1968, nous condamne aux hypothèses. Cette mort, qui fait justement partie de ces événements imprévisibles dont je vous parlais au début. Et dont l'histoire regorge. Comme le retour imprévu de Pierre Trudeau à la toute veille du référendum de mai 1980, qui en modifiera le cours et peut-être même l'issue.